

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 267/05

AMR 41/044/2005 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE

Agustín Chávez (h), journaliste à la radio

Londres, le 7 octobre 2005

Le 4 octobre, le journaliste Agustín Chávez, qui a mis en cause la responsabilité des autorités municipales de Tlaxiaco (État d'Oaxaca) dans des faits de corruption, aurait été agressé dans la rue et passé à tabac par deux frères de l'ancien maire de cette municipalité. Amnesty International craint que sa vie ne soit en danger.

Agustín Chávez marchait dans la rue, accompagné d'un autre journaliste, lorsque deux individus se seraient approchés pour lui dire : « *Fils de pute, on te cherchait* ». Ils auraient alors menacé de le tuer en raison du tort que ses reportages causaient à leur frère et l'auraient battu pendant une dizaine de minutes, au point qu'il a perdu connaissance. Ils ont aussi volé son appareil photo, son téléphone portable et de l'argent.

Des collègues des journalistes sont ensuite arrivés et ont emmené Agustín Chávez chez un médecin.

Agustín Chávez a mis au jour des soupçons de corruption pesant sur l'administration en place à Tlaxiaco entre 2002 et 2004. Avant cette agression, il a été la cible d'une série de tentatives d'intimidation. Ainsi, le 3 juin, un homme l'a appelé sur son téléphone portable et lui aurait dit de « *baisser d'un ton* » s'il tenait à rester en vie. Le 17 septembre, un membre de l'administration municipale actuellement en place à Tlaxiaco aurait arrêté Agustín Chávez dans la rue et lui aurait demandé de retirer les propos qu'il avait rapportés après un entretien avec lui. Agustín Chávez a prié cet homme de ne pas le menacer, mais il aurait répondu en le rouant de coups.

Agustín Chávez a déposé plainte auprès du ministère public local, exposant en détail toutes les agressions dont il a été victime. Il a également porté plainte auprès du Bureau du procureur spécial d'Oaxaca chargé d'enquêter sur les infractions commises contre des journalistes (*Fiscalía Especial para la Atención de Delitos Contra Periodistas*).

Agustín Chávez était correspondant au journal local *Noticias*, qui a régulièrement critiqué l'administration de l'État. En juin et juillet 2005, des journalistes de *Noticias* ont été menacés et chassés de leurs bureaux par des membres d'un syndicat soutenu par l'État (voir l'AU 175/04 du 24 juin 2005, AMR 41/021/2005 et ses mises à jour). Amnesty International a été informée de nombreux autres cas similaires au Mexique, dans lesquels des journalistes ont été la cible de manœuvres d'intimidation après avoir enquêté sur la corruption des fonctionnaires locaux ou sur les activités d'organisations criminelles.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé pour la sécurité du journaliste Agustín Chávez qui aurait été agressé et passé à tabac, le 4 octobre, par des frères de l'ancien maire de Tlaxiaco, dans l'État d'Oaxaca ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit immédiatement menée sur l'agression et les autres violences dont Agustín Chávez a fait l'objet, que les résultats de cette enquête soient rendus publics et que les responsables présumés de ces agissements soient traduits en justice ;

– exhortez les autorités à veiller à ce qu'Agustín Chávez ne soit plus victime d'actes de harcèlement ou d'intimidation du fait de ses activités de journaliste ;

– rappelez-leur qu'elles sont tenues de garantir la liberté d'expression dans l'État d'Oaxaca.

**APPELS À :**

**Gouverneur de l'État d'Oaxaca :**

Ulises Ruiz Ortiz  
Gobernador del Estado de Oaxaca  
Carretera Oaxaca, Puerto Angel, Km. 9.5  
Santa María Coyotopec, C. P. 71254, Oaxaca  
Oaxaca, Mexique

**Fax :** +52 951 511 6879 (si une personne décroche, veuillez demander la ligne de fax : « *tono de fax por favor* »)

**Formule d'appel :** *Señor Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

**Procureure générale de l'État d'Oaxaca :**

Lic. Patricia Villanueva Abraján  
Procuradora del Estado de Oaxaca  
Avenida Luis Echeverría s/n, La Experimental  
San Antonio de la Cal, C. P. 71236, Oaxaca  
Oaxaca, Mexique

**Fax :** +52 951 511 5519

**Formule d'appel :** *Estimada Procuradora*, / Madame la Procureure générale,

**Responsable de l'Unité de promotion et de défense des droits humains au sein du ministère de l'Intérieur :**

Maestro Ricardo Sepúlveda  
Secretaría de Gobernación  
Reforma 99, Piso 21, PH  
Colonia Tabacalera  
C.P. 06030, México D.F., Mexique

**Fax :** +52 55 5128 0234 (si une personne décroche, veuillez demander la ligne de fax : « *tono de fax por favor* »)

**Formule d'appel :** *Estimado Maestro*, / Monsieur,

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Centro de Derechos Humanos y Asesoría a Pueblos Indígenas A.C.  
Leon #15, Barrio San Diego, Tlaxiaco,  
C.P. 69800, Oaxaca  
Mexique

**Commission d'État des droits humains – Oaxaca :**

Lic. Jaime Pérez Jiménez  
Presidente de la Comisión Estatal de Derechos Humanos  
Calle de los Derechos Humanos No. 210  
Colonia América, C. P. 68050,  
Oaxaca, Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 18 NOVEMBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*